

Art. 61/24. Lorsqu'il a obtenu une autorisation de séjour temporaire, le MENA est informé, avant d'atteindre l'âge de dix-huit ans, par le ministre ou son délégué des conditions qui doivent être remplies pour obtenir une nouvelle autorisation de séjour.

Art. 61/25. Les dispositions du présent chapitre ne sont pas d'application, s'il s'avère que le MENA a commis des actes visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 7^o.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 septembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

(1) *Session extraordinaire 2010.*

Chambre des représentants.

Documents. — Proposition de Loi de Mme Lanjri et consorts, 53-288 - N° 1.

Session ordinaire 2010-2011.

Chambre des représentants.

Documents. — Addendum, 53-288 - N° 2. — Amendements, 53-288 - N°s 3 et 4. — Addendum, 53-288 - N° 5. — Amendements, 53-288 - N° 6. — Rapport, 53-288 - N° 7. — Texte adopté par la commission, 53-288 - N° 8. — Amendements déposés en séance plénière, 53-288 - N° 9. — Texte adopté en séance plénière et transmis au sénat, 53-288 - N° 10.

Compte rendu intégral. — 23 juin 2011.

Sénat.

Documents. — Projet non évoqué par le Sénat, 5-1120 - N° 1.

Art. 61/24. Alvorens hij achttien jaar oud wordt, wanneer hij een machtiging tot tijdelijk verblijf heeft verkregen, wordt de NBMV door de minister of diens gemachtigde op de hoogte gebracht van de voorwaarden die moeten worden vervuld om een nieuwe machtiging tot verblijf te verkrijgen.

Art. 61/25. De bepalingen in dit hoofdstuk zijn niet van toepassing indien blijkt dat de NBMV handelingen heeft gepleegd die bedoeld worden in het artikel 3, eerste lid, 7^o.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 september 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Binnenlandse zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

(1) *Bijzondere zitting 2010.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsvoorstel van Mevr. Lanjri c.s., 53-288 - Nr. 1.

Gewone zitting 2010-2011.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Addendum, 53-288 - Nr. 2. — Amendementen, 53-288 - Nrs. 3 en 4. — Addendum, 53-288 - Nr. 5. — Amendementen, 53-288 - Nr. 6. — Verslag, 53-288 - Nr. 7. — Tekst aangenomen door de commissie, 53-288 - Nr. 8. — Amendementen ingediend in de plenaire vergadering, 53-288 - Nr. 9. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-288 - Nr. 10.

Integraal Verslag. 23 juni 2011.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 5-1120 - Nr. 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2011 — 3091

[C - 2011/00706]

7 NOVEMBRE 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'objet du présent arrêté est d'insérer dans le Titre II, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, un Chapitre IX intitulé « Dispositions applicables aux mineurs étrangers non accompagnés en matière de séjour », comportant les articles 110*sexies* à 110*undecies*.

Ce nouveau chapitre détermine les modalités et mesures d'exécution de la loi. Il s'agit de déterminer :

1) les données que doit contenir la demande d'autorisation de séjour introduite par le tuteur pour son pupille en vertu de l'article 61/15, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2) les modalités de l'audition en vertu de l'article 61/16, alinéa 2, de la loi précitée;

3) le modèle des documents délivrés dans le cadre de la présente procédure;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2011 — 3091

[C - 2011/00706]

7 NOVEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit ontwerp heeft tot doel in Titel II van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen een Hoofdstuk IX met de titel « Bepalingen inzake het verblijf van toepassing op de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen », dat de artikelen 110 *sexies* tot 110*undecies* bevat, in te voegen.

Dit nieuwe hoofdstuk bepaalt de uitvoeringsregels en de uitvoeringsmaatregelen van de wet. Het gaat erom de volgende zaken te bepalen :

1) de gegevens die de aanvraag voor een machtiging tot verblijf door de voogd ingediend voor zijn pupil moet bevatten, -krachtens artikel 61/15, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2) de regels van het verhoor, krachtens artikel 61/16, tweede lid, van de voornoemde wet;

3) het model van de documenten dat krachtens deze huidige procedure wordt afgegeven;

4) les démarches entreprises pour établir l'identité du M.E.N.A. conformément à l'article 61/20, alinéa 2, de la loi précitée.

Commentaire article par article

Article 1^{er}

Cet article prévoit les différentes modalités et mesures d'exécution de la loi.

L'article 110*sexies* détermine les données que doit contenir la demande d'autorisation de séjour introduite par le tuteur pour son pupille en vertu de l'article 61/15, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Lorsque le texte du présent arrêté sera intégré dans l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la base légale mentionnée dans le préambule ne sera plus visible et vu que la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers envisage différentes procédures d'autorisation de séjour, il convient de déterminer sur quelle base légale la demande d'autorisation est introduite.

Dès l'introduction de la demande d'autorisation, il est demandé au tuteur de préciser les démarches effectuées dans le pays d'origine ou pays de résidence par le tuteur auprès des membres de la famille et les résultats obtenus. Il est en effet essentiel pour le Ministre ou son délégué d'être informé de la situation familiale, du mineur afin de pouvoir sauvegarder l'unité familiale, conformément aux articles 9 et 10 de la Convention des Nations unies du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant et à l'intérêt supérieur de l'enfant.

Tous les éléments communiqués dans la demande permettront au Ministre ou à son délégué de préparer l'audition. Il est insisté sur l'importance que le tuteur mentionne l'adresse où la convocation à l'audition doit être transmise afin que le tuteur et son pupille puissent se présenter à la date convenue.

Les articles 110*septies* à 110*nonies* précisent les modalités des auditions, conformément à l'article 61/16, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980.

Rappelons en effet qu'en vertu 61/19, § 2, de la loi, en fonction des éléments et documents probants transmis, le Ministre ou son délégué peut décider de procéder à une nouvelle audition.

L'article 110*septies* précise que l'audition a lieu le jour fixé dans la convocation. Lorsque le tuteur et son pupille ne peuvent se présenter à la date d'audition, le tuteur doit le signaler par écrit et y préciser le motif. Dans ce cas, le Ministre ou son délégué prend contact avec le tuteur afin de convenir une date. Il s'agit d'éviter de reporter l'audition à de multiples reprises et d'effectuer l'audition dans un délai raisonnable à partir de l'introduction de la demande. Il est en effet essentiel que le M.E.N.A. puisse exprimer son point de vue dans le cadre de cette demande accompagné de son tuteur et puisse transmettre tous les documents qu'ils estiment opportuns pour faciliter la détermination de la solution durable par le ministre ou son délégué.

L'article 110*octies* prévoit que l'agent qui est chargé de l'audition explique le rôle des différents intervenants au M.E.N.A. et à son tuteur.

Lorsque le M.E.N.A. ne maîtrise pas le français ou le néerlandais, un interprète est présent lors de l'audition.

La raison d'être de l'audition est développée.

Dans le cadre de la détermination de la solution durable, il est en effet essentiel que le M.E.N.A. explique sa situation familiale, le motif de son voyage.

Une copie des documents transmis est prise de manière à ce que les originaux soient remis en fin d'audition au tuteur.

Les déclarations du M.E.N.A. sont notées par écrit dans le rapport d'audition. Lorsque l'agent qui est chargé de l'audition constate des contradictions entre les déclarations et les éléments transmis lors de l'introduction de la demande d'autorisation de séjour, il en informe le M.E.N.A. et son tuteur et acte leurs réponses.

4) de stappen die werden ondernomen om de identiteit van de N.B.M.V. aan te tonen, overeenkomstig het artikel 61/20, tweede lid van de voornoemde wet.

Artikelsgewijze commentaar

Artikel 1

Dit artikel voorziet de verschillende uitvoeringsregels en uitvoeringsmaatregelen van de wet.

Artikel 110*sexies* bepaalt de gegevens die de aanvraag voor een machtiging tot verblijf door de voogd ingediend voor zijn pupil moet bevatten, krachtens artikel 61/15, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Wanneer de tekst van huidig besluit zal geïntegreerd zijn in het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zal de wettelijke basis vermeld in de preambule niet meer zichtbaar zijn en gelet dat de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen verschillende procedures voorziet om gemachtigd te worden tot verblijf, het noodzakelijk is wordt bepaald op welke wettelijke basis de aanvraag tot machtiging is ingediend.

Van zodra de aanvraag tot machtiging is ingediend wordt aan de voogd gevraagd de stappen te verduidelijken die werden ondernomen bij de familieleden in het land van oorsprong of in het gastland en de resultaten die behaald werden. Het is immers van essentieel belang voor de Minister of zijn gemachtigde om op de hoogte te zijn van de familiale situatie van de minderjarige met het oog op het beschermen van de eenheid van het gezin, overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van het VN-verdrag van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind en in het hoger belang van het kind.

Alle elementen ter kennis gebracht in de aanvraag zullen de Minister of diens gemachtigde in staat stellen om het verhoor voor te bereiden. De nadruk wordt gelegd op het feit dat het belangrijk is dat de voogd het adres waarnaar de oproep voor het verhoor moet worden gestuurd vermeldt, zodat de voogd en zijn pupil zich op de afgesproken datum kunnen aanbieden.

Overeenkomstig artikel 61/16, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 preciseren de artikelen 110*septies* tot 110*nonies* de regels van de verhoren.

Ter herinnering in functie van de bewijskracht van de overgemaakte elementen en documenten kan de Minister of diens gemachtigde beslissen om over te gaan tot een nieuw verhoor van de N.B.M.V.

Artikel 110*septies* preciseert dat het verhoor plaatsvindt op de dag die in de oproeping vastgelegd werd. Indien de voogd en zijn pupil zich niet kunnen aanbieden op de dag van het verhoor moet de voogd dit schriftelijk meedelen en de reden preciseren. In dit geval neemt de Minister of diens gemachtigde contact op met de voogd, om een datum af te spreken. Het gaat erom te vermijden dat het verhoor verschillende keren wordt uitgesteld en dat ervoor gezorgd wordt dat het verhoor binnen een redelijke termijn, vanaf de indiening van de aanvraag, plaatsvindt. Het is van wezenlijk belang dat de N.B.M.V. zijn standpunt in het kader van deze aanvraag, samen met zijn voogd, kan uitdrukken en alle documenten kan overmaken die volgens hen opportuun zijn om de bepaling van de duurzame oplossing door de minister of diens gemachtigde te vergemakkelijken.

Artikel 110*octies* voorziet dat de ambtenaar die belast is met het verhoor de rol van de verschillende tussenbeide komende partijen uitlegt aan de N.B.M.V. en diens voogd.

Indien de N.B.M.V. het Frans of het Nederlands niet beheerst, is een tolk aanwezig tijdens het verhoor.

Er wordt uitgelegd waarom het verhoor plaatsvindt.

In het kader van de bepaling van de duurzame oplossing is het van wezenlijk belang dat de N.B.M.V. zijn gezinssituatie, de reden van zijn reis, verklaart.

Er wordt een kopie gemaakt van de overgemaakte documenten, zodat de originelen op het einde van het verhoor aan de voogd terug kunnen worden overhandigd.

De verklaringen van de N.B.M.V. worden schriftelijk genoteerd in het verslag van het verhoor. Indien de met het verhoor belaste ambtenaar tegenstrijdigheden vaststelt tussen de verklaringen en de elementen die bij de indiening van de aanvraag voor een machtiging tot verblijf doorgegeven werden - brengt hij de N.B.M.V. en diens voogd hiervan op de hoogte en neemt hij akte van hun antwoorden.

Le rapport d'audition reflète fidèlement les questions et réponses données. Les ajouts et les remarques qui ont été formulés pendant l'audition, sont insérés dans le rapport d'audition.

Le rapport d'audition est relu, le cas échéant avec l'aide de l'interprète et est signé. Le M.E.N.A., le tuteur peuvent y indiquer s'ils en acceptent le contenu et formuler d'éventuelles objections. Le rapport d'audition peut être adapté. Lorsque le M.E.N.A. ou le tuteur n'est pas d'accord avec le contenu, le motif du désaccord est indiqué. La signature permet d'établir la teneur du rapport d'audition de manière certaine si le tuteur refuse de signer, le motif du refus est indiqué.

A la fin de l'audition, une copie de ce rapport est remise au tuteur. Ce rapport contient les éléments suivants : la date de l'audition, la langue de l'audition, l'identité de l'agent chargé de l'audition, et le cas échéant celle de l'interprète, la durée de l'audition et des principaux éléments et faits invoqués.

L'article 110*nonies* détermine les personnes qui assistent à l'audition. En vertu de l'article 9, § 2, du Titre XIII, Chapitre 6, « mineurs étrangers non accompagnés » de la loi-programme du 24 décembre 2002, le tuteur assiste à chaque phase des procédures prévues par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et est présent à chacune des auditions de son pupille.

L'article 110*decies* prévoit que conformément à l'article 61/20, alinéa 2, les démarches entreprises pour établir l'identité du M.E.N.A. doivent être prouvées par la production de documents officiels des autorités compétentes étrangères du pays d'origine.

Il s'agit de pouvoir déterminer d'une manière certaine l'identité du M.E.N.A. Rappelons que les travaux préparatoires de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 précitée (*Doc. Parl.*, chambre, sess. ord; 2005-2006, 2478/001, exposé des motifs, p. 33) en ce qui concerne l'article 9*bis* mentionnent à ce titre ce qu'il y a lieu d'entendre par document d'identité en soulignant qu'il est ainsi clairement indiqué qu'un document d'identité, c'est-à-dire un passeport ou un titre de voyage équivalent, est indispensable.

Ainsi une attestation de naissance ne peut être acceptée pour prouver l'identité parce qu'elle ne contient pas une photographie de la personne.

De même, le Conseil du Contentieux des étrangers mentionne dans son arrêt n° 30.936 du 1^{er} septembre 2009 que si suite à une rupture de stock, l'ambassade ne peut délivrer un passeport, rien n'indique qu'elle serait dans l'impossibilité de lui fournir un titre de voyage équivalent ou une carte d'identité nationale.

De même, le simple fait d'invoquer une origine ethnique ou nationale ne peut suffire à établir la preuve qu'un requérant démontre valablement son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis (CCE, arrêt n° 17.432 du 21 octobre 2008).

A défaut de pouvoir communiquer un document officiel établissant l'identité de son pupille, le tuteur doit prouver son impossibilité d'obtenir ledit document. Cette impossibilité peut être prouvée par toute voie de droit.

Le simple défaut de production des documents officiels ne suffit pas à lui seul. L'impossibilité doit être réelle et objective, c'est-à-dire indépendante de la volonté du M.E.N.A.

C'est par exemple le cas :

1° lorsque l'Etat belge ne reconnaît pas le pays considéré comme un Etat;

2° lorsque la situation interne du pays considéré est telle qu'il est impossible de s'y procurer des documents officiels, soit, parce que ceux-ci ont été détruits et qu'il n'existe aucun moyen d'y suppléer, soit, parce que les autorités nationales compétentes connaissent des dysfonctionnements ou n'existent plus.

L'impossibilité est appréciée au cas par cas par le ministre et son délégué, sur base d'éléments de preuve suffisamment sérieux, objectifs et concordants.

L'article 110*undecies* détermine les documents délivrés dans le cadre de demande d'autorisation de séjour introduite pour un MENA.

Het verslag van het verhoor is een getrouwe weergave van de vragen en de gegeven antwoorden. De toevoegingen en de opmerkingen die tijdens het verhoor geformuleerd werden worden opgenomen in het verslag van het verhoor.

Het verslag van het verhoor wordt, in voorkomend geval met de hulp van een tolk, herlezen en ondertekend. De N.B.M.V. en de voogd kunnen erin vermelden of ze de inhoud aanvaarden en eventuele bezwaren formuleren. Het verslag van het verhoor kan worden aangepast. Indien de N.B.M.V. of de voogd het niet eens zijn met de inhoud wordt de reden daarvoor vermeld. De handtekening maakt het mogelijk om de inhoud met zekerheid te bepalen van het verslag van het verhoor. Indien de voogd weigert te ondertekenen wordt de reden van de weigering vermeld.

Op het einde van het verhoor wordt een kopie van dit verslag overhandigd aan de voogd. Dit rapport bevat de volgende elementen : de datum van het verhoor, de taal van het verhoor, de identiteit van de ambtenaar die belast is met het verhoor en, in voorkomend geval, die van de tolk, de duur van het verhoor en de belangrijkste vermeldde elementen en feiten.

Artikel 110*nonies* bepaalt de personen die het verhoor bijwonen. Krachtens artikel 9, § 2, van Titel XIII, Hoofdstuk 6, « niet-begeleide minderjarige vreemdelingen » van de programmawet van 24 december 2002 is de voogd aanwezig tijdens elke fase van de procedures die voorzien worden door de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en woont hij elk verhoor van zijn pupil bij.

Artikel 110*decies* bepaalt dat -overeenkomstig artikel 61/20, tweede lid- de stappen ondernomen om de identiteit van de N.B.M.V. aan te tonen, dienen bewezen te worden aan de hand van officiële documenten van de bevoegde buitenlandse overheden van het land van oorsprong.

Het gaat erom de identiteit van de N.B.M.V. op zekere wijze te kunnen bepalen. Met betrekking tot artikel 9*bis* vermelden de voorbereidende werken van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de voornoemde wet van 15 december 1980 (*Parl. Doc.*, Kamer, gewone zitting; 2005-2006, nr. 2478/001, memorie van toelichting, p. 33) wat men onder identiteitsdocument moet verstaan, en de nadruk wordt gelegd op het feit dat een identiteitsdocument, zijnde een paspoort of een daarmee gelijkgestelde reistitel, onontbeerlijk is.

Zo kan een geboortecertificaat niet aanvaard worden om de identiteit te bewijzen, omdat het geen foto van de persoon bevat.

In zijn arrest nr. 30.936 van 1 september 2009 vermeldt de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen dat indien de ambassade geen paspoort kan afleveren, omdat men zonder voorraad zit, er niets is dat erop wijst dat de ambassade geen daarmee gelijkgestelde reistitel of geen nationale identiteitskaart zou kunnen afgeven.

Het eenvoudige feit dat men naar een etnische of nationale afkomst verwijst volstaat niet om te bewijzen dat een verzoeker het feit dat het voor hem onmogelijk is om het vereiste identiteitsdocument in België te bekomen op geldige wijze aantoont (RVV, arrest nr. 17.432 van 21 oktober 2008).

Indien de voogd geen officieel document kan overleggen dat de identiteit van zijn pupil aantoont, moet de voogd bewijzen dat het voor hem onmogelijk is om het genoemd document te bekomen. Deze onmogelijkheid kan met behulp van om het even welk rechtsmiddel aangetoond worden.

Het eenvoudige feit dat er geen officiële documenten worden overgelegd volstaat op zich niet. De onmogelijkheid moet reëel en objectief zijn, dit wil zeggen onafhankelijk van de wil van de N.B.M.V.

Dit is bij voorbeeld het geval :

1° indien de Belgische Staat het land in kwestie niet als een Staat beschouwt;

2° indien de interne situatie van het land in kwestie van die aard is dat het onmogelijk is om er officiële documenten te bekomen, ofwel omdat ze vernietigd werden en er geen enkel middel is om ze te vervangen, ofwel omdat de bevoegde nationale overheden niet behoorlijk functioneren of niet meer bestaan.

De onmogelijkheid wordt geval per geval beoordeeld door de minister en diens gemachtigde, op basis van elementen die voldoende ernstig, objectief en overeenstemmend zijn.

Artikel 110*undecies* bepaalt de verblijfsdocumenten welke aan de N.B.M.V. worden afgegeven in het kader van zijn aanvraag tot machtiging verblijf.

Le document de séjour délivré, en vertu de l'article 61/18, alinéa 2, de la loi précitée, est l'attestation d'immatriculation, conforme au modèle de l'annexe 4, lorsqu'une solution durable n'a pas été déterminée.

Ce document pourra être prolongé par le Ministre ou son délégué jusqu'à ce que la solution durable soit déterminée.

Lorsque la solution durable est le retour, le Ministre ou son délégué fait délivrer un ordre de reconduire, conforme au modèle de l'annexe 38.

Lorsque la solution durable est le séjour en Belgique le Ministre ou son délégué fait délivrer un certificat d'inscription au registre des étrangers, d'une durée limitée à un an, conforme au modèle de l'annexe 6.

Article 2

Cet article détermine le ministre compétent.

Tel est l'objet du présent projet d'arrêté royal.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur,

La Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi
et Ministre de la Politique de migration et d'asile,

Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile,
M. WATHELET

AVIS 50.360/4 DU 19 OCTOBRE 2011

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile, adjoint à la Ministre chargée de la Politique de migration et d'asile, et en ce qui concerne la Coordination de la Politique de migration et d'asile, adjoint au Premier Ministre, le 21 septembre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Plusieurs dispositions en projet paraphrasent ou reproduisent partiellement des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, « l'établissement et l'éloignement des étrangers », telle que modifiée par le projet de loi adopté par la Chambre le 23 juin 2011 (1).

Tel est le cas notamment :

1^o à l'article 110*sexies* en projet, des mots « par le tuteur pour son pupille auprès du Ministre ou de son délégué », qui reproduisent partiellement l'article 61/15, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980,

Het verblijfsdocument afgeleverd, krachtens artikel 61/18, lid 2 van voornoemde wet is het attest van immatriculatie conform aan het model van bijlage 4 en dit wanneer de duurzame oplossing niet kon worden bepaald.

Dit document kan door de Minister of zijn gemachtigde verlengd worden tot de duurzame oplossing bepaald is.

Wanneer de duurzame oplossing bestaat in de terugkeer, laat de Minister of zijn gemachtigde een bevel tot terugleiding afgeven conform aan het model van de bijlage 38.

Wanneer de duurzame oplossing het verblijf in België is, laat de Minister of zijn gemachtigde een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister afgeven voor een beperkte duur van één jaar, conform het model van bijlage 6.

Artikel 2

Dit artikel bepaalt de bevoegde minister.

Dit is het onderwerp van dit ontwerp van koninklijk besluit.

We hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Migratie- en asielbeleid,

Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid,
M. WATHELET

ADVIES 50.360/4 VAN 19 OKTOBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 21 september 2011 door de Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid, toegevoegd aan de Minister belast met Migratie- en asielbeleid, en wat de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid betreft, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen », heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

In verscheidene ontworpen bepalingen worden bepalingen van de wet van 15 december 1980 « betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen », zoals die wet gewijzigd is bij het wetsontwerp dat door de Kamer aangenomen is op 23 juni 2011 (1), geparafraseerd of gedeeltelijk overgenomen.

Dat is inzonderheid het geval :

1^o in het ontworpen artikel 110*sexies*, met de woorden « door de voorged door zijn pupil bij de Minister of diens gemachtigde », waarbij artikel 61/15, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 gedeeltelijk wordt overgenomen;

2° à l'article 110*undecies*, alinéa 1^{er}, première phrase, en projet, des mots « Après examen des documents produits et de l'audition, lorsqu'une solution durable n'a pas été déterminée », qui paraphrasent partiellement l'article 61/18, alinéa 1^{er}, de la loi précitée;

3° à l'article 110*undecies*, alinéa ter, en projet, de la deuxième phrase « Ce document de séjour peut être prorogé sur instruction du Ministre ou son délégué tant que la solution durable n'est pas déterminée », qui paraphrase l'article 61/19, § 2, alinéa 2, de la loi précitée;

4° de l'article 110*undecies*, alinéa 2, en projet, qui paraphrase partiellement l'article 61/18, alinéa 1^{er}, de la loi précitée.

Un tel procédé doit être évité.

En effet, une disposition qui rappelle le contenu d'une norme supérieure présente trois défauts

a) elle donne l'impression que son auteur est compétent pour prendre ou modifier la norme supérieure, alors qu'il ne l'est pas;

b) elle pourrait être annulée en raison de l'incompétence de son auteur;

c) si la norme supérieure est modifiée et non la disposition qui en rappelle le contenu, il pourra y avoir entre les deux dispositions, une contradiction que le lecteur sera obligé de résoudre lui-même en faisant prévaloir la norme supérieure sur la disposition de rang inférieur qui lui est contraire et qui doit être considérée comme étant implicitement abrogée.

Les articles 110*sexies* et 110*undecies* en projet seront revus en conséquence.

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

1. L'article 110*septies*, alinéa 3, en projet dispose comme suit :

« Si le tuteur et son pupille ne donnent pas suite aux convocations dans les quinze jours de l'envoi de la dernière, [le tuteur] est présumé avoir renoncé à la demande d'autorisation de séjour introduite pour son pupille ».

Cette disposition ne peut trouver son fondement dans l'article 61/16, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 selon lequel le Roi est uniquement habilité à fixer « les modalités de l'audition ». Une disposition qui prévoit une présomption de renonciation à la demande d'autorisation de séjour ne relève en effet pas des modalités que le Roi peut fixer en vertu de l'article 61/16, alinéa 2, précité.

L'article 110*septies*, alinéa 3, en projet étant dépourvu de fondement juridique, il doit être omis.

2. L'article 110*undecies*, alinéa 3, en projet, paraphrase partiellement l'article 61/20, alinéa 1^{er}, de la loi précitée.

Par ailleurs, la disposition renvoie à l'annexe 5 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', il semble que ce soit l'annexe 6 qui doit être mentionnée.

La disposition sera rédigée comme suit :

« Le titre de séjour visé à l'article 61/20 de la loi est un certificat d'inscription au registre des étrangers conforme au modèle figurant à l'annexe 6 ».

Article 3

Il résulte de l'article 3 que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

A moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

(1) Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en vue de l'octroi d'une autorisation de séjour temporaire au « mineur étranger non accompagné » (*Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, n° 53-0288/010). Ce projet n'a pas été évoqué par le Sénat.

2° in het ontworpen artikel 110*undecies*, eerste lid, eerste zin, met de woorden « Als na het verhoor en het onderzoek van de voorgelegde documenten de duurzame oplossing niet kon worden bepaald », waarbij artikel 61/18, eerste lid, van de voormelde wet voor een stuk geparafraseerd wordt;

3° met het ontworpen artikel 110*undecies*, eerste lid, tweede zin, « Dit verblijfsdocument kan verlengd (worden) op basis van de instructies van de Minister of zijn gemachtigde zolang de duurzame oplossing niet bepaald is », waarmee artikel 61/19, § 2, tweede zin, van de voormelde wet geparafraseerd wordt;

4° met het ontworpen artikel 110*undecies*, tweede lid, waarbij artikel 61/18, eerste lid, van de voormelde wet voor een stuk geparafraseerd wordt.

Aldus te werk gaan, is af te raden.

Bepalingen waarin de tekst van een hogere regeling wordt overgenomen, vertonen immers drie tekortkomingen :

a) ze wekken de indruk dat de steller ervan bevoegd is om de hogere regeling uit te vaardigen of te wijzigen, hoewel hij dat niet is;

b) ze kunnen vernietigd worden op grond van de onbevoegdheid van de steller ervan;

c) als de hogere regeling wordt gewijzigd maar niet de bepaling waarin de inhoud ervan overgenomen is, dreigt tussen beide bepalingen een contradictie te ontstaan die de lezer zelf zal moeten oplossen door de hogere regeling te laten primeren boven de bepaling van lagere rang die daarmee strijdig is en die moet worden geacht stilzwijgend te zijn opgeheven.

De ontworpen artikelen 110*sexies* en 110*undecies* behoren dienovereenkomstig te worden herzien.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

1. Het ontworpen artikel 110*septies*, derde lid, luidt als volgt :

« Indien de voogd en zijn pupil niet binnen de vijftien dagen te rekenen vanaf de verzending van de oproepingen aan deze gevolg geven dan wordt de voogd geacht afstand gedaan te hebben van zijn aanvraag voor een machtiging tot verblijf voor zijn pupil. »

Voor deze bepaling is geen rechtsgrond te vinden in artikel 61/16, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, naar luid waarvan aan de Koning alleen de bevoegdheid opgedragen wordt om « de nadere regels van het verhoor » te bepalen. Een bepaling die voorziet in een vermoeden van afstand van de aanvraag voor een machtiging tot verblijf valt immers niet onder de nadere regels die de Koning krachtens het voormelde artikel 61/16, tweede lid, kan bepalen.

Aangezien het ontworpen artikel 110*septies*, derde lid, geen rechtsgrond bezit, dient het te vervallen.

2. Het ontworpen artikel 110*undecies*, derde lid, vormt een gedeeltelijke parafrase van artikel 61/20, eerste lid, van de voormelde wet.

Bovendien behoort de verwijzing, in die bepaling, naar bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen', blijkbaar te worden vervangen door een verwijzing naar bijlage 6 bij dat besluit.

De bepaling behoort als volgt te worden gesteld :

« De verblijfstitel waarvan sprake is in artikel 61/20 van de wet is een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister conform het model van bijlage 6. »

Artikel 3

Uit artikel 3 blijkt dat het besluit onmiddellijk in werking zal treden de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zal worden.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 « betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken », het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen', dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

(1) Wetsontwerp 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen met het oog op de toekenning van een tijdelijke machtiging tot verblijf aan de « niet-begeleide minderjarige vreemdeling » (*Parl. St.* Kamer 2010-2011, nr. 53-0288/010). Dat ontwerp is niet geëvoceerd door de Senaat.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce qu'un autre projet de loi, sur lequel le Conseil d'Etat a donné, en date du 12 septembre 2011, l'avis 50.205/2/V, prévoit également d'insérer dans la loi du 15 décembre 1980 un chapitre VII, comprenant des articles 61/14 à 61/19, mais ayant pour intitulé : « Travailleurs hautement qualifiés - carte bleue européenne ». Ce second projet sera donc adapté en conséquence.

La chambre était composée de :

MM. :

P. Lienardy, président de chambre;

J. Jaumotte et L. Detroux, conseillers d'Etat;

S. Van Drooghenbroeck, assesseur de la section de législation;

Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. Vancrayebeck, auditeur.

(...)

Le greffier,

C. Gigot.

Le président,

P. Lienardy.

7 NOVEMBRE 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, les articles 61/15, alinéa 2, 61/16, alinéa 2, 61/18, alinéa 2 et 61/20, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Vu l'avis n° 50.360/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 octobre 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Vice-Première Ministre et Ministre de la Politique de migration et d'asile, le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le Titre II, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, un Chapitre IX est inséré, intitulé « Dispositions applicables aux mineurs étrangers non accompagnés en matière de séjour », comportant les articles 110sexies à 110undecies, rédigés comme suit :

« Art. 110sexies. La demande d'autorisation de séjour est introduite, conformément à l'article 61/15, alinéa 2, et contient obligatoirement tous les éléments suivants :

1° le nom, le prénom, le numéro de téléphone ou le numéro de GSM, le numéro de télécopie ou le courrier électronique et le domicile élu du tuteur;

2° le nom, le prénom, le lieu et la date de naissance, la nationalité, le numéro éventuel de l'Office des étrangers, l'élection de domicile du M.E.N.A. et l'adresse du « M.E.N.A. »;

3° une copie du passeport national ou du titre de voyage équivalent. Lorsque le « M.E.N.A. » n'est pas en possession d'un passeport, le tuteur s'engage à entreprendre les démarches requises en vue d'obtenir la délivrance de ce document;

De steller van het ontwerp wordt er opmerkzaam op gemaakt dat in een ander wetsontwerp, waarover de Raad van State op 12 september 2011 advies 50.205/2N heeft uitgebracht, eveneens bepaald wordt dat in de wet van 15 december 1980 een hoofdstuk VII wordt ingevoegd, dat de artikelen 61/14 tot 61/19 omvat maar luidt als volgt : « Hooggekwalificeerde werknemers - Europese blauwe kaart ». Laatstgenoemd ontwerp behoort dan ook dienovereenkomstig te worden aangepast.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Lienardy, kamervoorzitter;

J. Jaumotte en L. Detroux, staatsraden;

S. Van Drooghenbroeck, assessor van de afdeling Wetgeving;

Mevr. C. GIGOT, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. Vancrayebeck, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

De griffier,

C. Gigot.

De Voorzitter,

P. Lienardy.

7 NOVEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, op de artikelen 61/15, tweede lid, 61/16, tweede lid, 61/18, tweede lid en 61/20, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op het advies nr 50.360/4 van de Raad van State, gegeven op 19 oktober 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vice-Eerste Minister en Minister van Migratie- en asielbeleid, de Minister van Justitie, de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt in Titel II een Hoofdstuk IX ingevoegd, met de titel « Bepalingen inzake het verblijf van toepassing op de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen », dat de artikelen 110sexies tot 110undecies bevat, luidend als volgt :

« Art.110sexies. De aanvraag voor een machtiging tot verblijf wordt, overeenkomstig artikel 61/15, tweede lid, ingediend en moet de volgende gegevens bevatten :

1° de naam, de voornaam, het telefoonnummer of het GSM-nummer, het faxnummer of e-mail en de gekozen woonplaats van de voogd;

2° de naam, de voornaam, de geboorteplaats en de geboortedatum, de nationaliteit, eventueel het dossiernummer van DVZ, de woonstkeuze van de N.B.M.V. en het adres van de « N.B.M.V. »;

3° een kopie van het nationaal paspoort of een gelijkgestelde reistitel. Indien de « N.B.M.V. » niet in het bezit is van een paspoort, verbindt de voogd zich ertoe om de vereiste stappen te ondernemen om de afgifte van dit document te verkrijgen;

4° tout document probant attestant la véracité des éléments invoqués dans la demande;

5° l'adresse à laquelle, il est demandé que le Ministre ou son délégué envoie la convocation à l'audition.

6° la demande pour bénéficier de l'assistance d'un interprète et l'indication de la langue;

7° les démarches effectuées dans le pays d'origine ou pays de résidence par le tuteur auprès des membres de la famille ou de l'entourage et les résultats obtenus.

Art. 110septies. Les auditions ont lieu le jour indiqué dans la convocation. Lorsqu'il ne peut pas se présenter le jour de l'audition accompagné de son pupille, le tuteur en informe par écrit le Ministre ou son délégué en y précisant le motif.

Le Ministre ou son délégué fixe dans ce cas une nouvelle date en concertation avec le tuteur.

Art. 110octies. L'agent qui effectue l'audition explique son rôle au M.E.N.A. et, s'il échet, celui de l'interprète. Il explique comment va se dérouler l'audition et rappelle que l'objectif de l'audition est de déterminer la solution durable en matière de séjour.

L'audition a lieu dans des conditions garantissant la confidentialité.

L'agent prend une copie de tous les originaux des documents nationaux et internationaux établissant l'identité ou la nationalité ainsi que de tout autre document. Les documents sont remis à la disposition du tuteur, dès la fin de l'audition.

Art. 110nonies. § 1^{er}. L'audition du M.E.N.A. s'effectue en présence du tuteur, et le cas échéant, d'un interprète, dans les locaux du Ministre ou de son délégué. Si le tuteur le demande, l'avocat peut être présent.

Le rapport d'audition comprend les données personnelles du M.E.N.A., celles de ses parents, des membres de sa famille et de ses connaissances, des renseignements sur son histoire et le motif de son voyage.

§ 2. Le rapport d'audition reflète fidèlement les questions posées au M.E.N.A. et à son tuteur ainsi que les réponses. Les ajouts et les remarques formulées durant l'audition sont également indiqués.

Si l'agent chargé de l'audition constate d'éventuelles contradictions entre ces déclarations et les éléments transmis lors de l'introduction de la demande d'autorisation de séjour, il en informe le M.E.N.A. et le tuteur et acte leurs réponses.

Le rapport d'audition est relu, le cas échéant avec l'aide d'un interprète, et si nécessaire est adapté.

Le rapport d'audition est daté, signé par l'agent chargé de l'audition, le tuteur, et le cas échéant, l'interprète présent.

Si le tuteur refuse de signer le rapport d'audition, les raisons de ce refus sont précisées sur ce rapport.

Une copie du rapport d'audition est remise en fin d'audition au tuteur.

Art. 110decies. Les démarches entreprises pour établir l'identité du M.E.N.A. doivent être prouvées par la production de documents officiels émanant des autorités compétentes du pays d'origine, de résidence ou de transit.

Ces documents officiels doivent permettre le constat d'un lien physique entre le titulaire et le M.E.N.A. et ne pas être rédigés sur la base de simples déclarations du M.E.N.A.

L'impossibilité de se procurer un document officiel établissant l'identité est appréciée au cas par cas par le ministre ou son délégué, sur la base d'éléments de preuve suffisamment sérieux, objectifs et concordants.

Art. 110undecies. Le document de séjour délivré conformément à l'article 61/18, alinéa 2, de la loi, est l'attestation d'immatriculation, conforme au modèle figurant à l'annexe 4.

L'ordre de reconduire visé à l'article 61/18, alinéa 1^{er}, de la loi est conforme au modèle de l'annexe 38.

Le titre de séjour visé à l'article 61/20 de la loi est un certificat d'inscription au registre des étrangers conforme au modèle figurant à l'annexe 6. »

4° elk bewijskrachtig document dat de waarachtigheid van de elementen waarnaar in de aanvraag verwezen wordt, aantoot;

5° het adres waarnaar de Minister of diens gemachtigde de oproep voor het verhoor moet sturen.

6° de vraag om bijstand van een tolk en de vermelding van de taal;

7° de stappen welke de voogd ondernam bij de familieleden en de kennissen in het land van oorsprong of in het gastland en de bekomen resultaten.

Art. 110septies. De verhoren vinden plaats op de dag die in de oproep vermeld wordt. Indien de voogd zich op de dag van het verhoor niet samen met zijn pupil kan aanbieden brengt hij de Minister of diens gemachtigde hiervan schriftelijk op de hoogte en preciseert hij de reden.

In dit geval legt de Minister of diens gemachtigde, in overleg met de voogd, een nieuwe datum vast.

Art. 110octies. De ambtenaar die het verhoor afneemt, legt zijn rol en, in voorkomend geval, die van de tolk uit aan de N.B.M.V. Hij legt uit hoe het verhoor zal verlopen en herinnert eraan dat het doel van het verhoor is de duurzame oplossing te bepalen inzake het verblijf.

Het verhoor vindt plaats in omstandigheden die de vertrouwelijkheid garanderen.

De ambtenaar maakt een kopie van alle originelen van de nationale en internationale documenten die de identiteit of de nationaliteit vaststellen, alsook van alle andere documenten. Na afloop van het verhoor worden de documenten teruggegeven aan de voogd.

Art. 110nonies. § 1. Het verhoor van de N.B.M.V. vindt in de lokalen van de Minister of diens gemachtigde plaats, in aanwezigheid van de voogd en, in voorkomend geval, van een tolk. Indien de voogd dit vraagt, kan de advocaat aanwezig zijn.

Het verslag van het verhoor bevat de persoonlijke gegevens van de N.B.M.V., die van zijn ouders, van zijn familieleden en van zijn kennissen, inlichtingen over zijn geschiedenis en de reden van zijn reis.

§ 2. Het verslag van het verhoor is een getrouwe weergave van de vragen die aan de N.B.M.V. en zijn voogd gesteld werden en van de antwoorden. De toevoegingen en de opmerkingen die tijdens het verhoor geformuleerd werden worden eveneens vermeld.

Indien de met het verhoor belaste ambtenaar eventuele tegenstrijdigheden vaststelt tussen deze verklaringen en de elementen die doorgegeven werden bij de indiening van de aanvraag voor een machtiging tot verblijf brengt hij de N.B.M.V. en de voogd hiervan op de hoogte en neemt hij akte van hun antwoorden.

Het verslag van het verhoor wordt herlezen, in voorkomend geval met de hulp van een tolk, en indien nodig aangepast.

Het verslag van het verhoor wordt gedateerd, ondertekend door de ambtenaar die belast is met het verhoor, door de voogd, en, in voorkomend geval, door de aanwezige tolk.

Indien de voogd weigert om het verslag van het verhoor te ondertekenen, worden de redenen van deze weigering op dit verslag gepreciseerd.

Op het einde van het verhoor wordt een kopie van het verslag van het verhoor aan de voogd overhandigd.

Art. 110decies. De stappen ondernomen om de identiteit van de N.B.M.V. aan te tonen, dienen bewezen te worden aan de hand van officiële documenten afkomstig van de bevoegde buitenlandse overheden van het land van oorsprong of het land waar hij verblijft of het transitland.

Deze officiële documenten moeten het mogelijk maken om vast te stellen dat er een fysieke band bestaat tussen de houder en de N.B.M.V., en ze mogen niet opgesteld zijn op basis van eenvoudige verklaringen van de N.B.M.V.

De onmogelijkheid om een officiële document te bekomen die de identiteit bewijst, wordt geval per geval beoordeeld door de minister of diens gemachtigde, op basis van bewijselementen die voldoende ernstig, objectief en overeenstemmend zijn.

Art. 110undecies. Het verblijfsdocument afgeleverd overeenkomstig artikel 61/18, tweede lid, van de wet, is een attest van immatriculatie conform het model van bijlage 4.

Het bevel tot terugleiding bedoeld in artikel 61/18, eerste lid, is conform het model van bijlage 38.

Het verblijfstitel bedoeld in artikel 61/20, is een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, conform het model van bijlage 6. »

Art. 2. Le Ministre qui a dans ses compétences l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 novembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi
et Ministre de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile,
M. WATHELET

Art. 2. De Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 november 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Werk en Minister van Migratie- en Asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Migratie- en Asielbeleid,
M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2011 — 3092

[C - 2011/00731]

20 OCTOBRE 2011. — Arrêté ministériel relatif à la procédure de vérification de sécurité pour tous les membres du personnel de la SA de droit public A.S.T.R.I.D. et de ses sous-traitants

La Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, articles 22quinquies et 22sexies;

Considérant la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité;

Considérant l'arrêté royal du 27 juillet 1998 établissant les statuts de la SA A.S.T.R.I.D.;

Considérant l'arrêté royal du 26 juin 2002 concernant l'organisation des centres de dispatching centralisés et du point de contact national;

Considérant l'arrêté royal du 26 juin 2002 portant des dispositions pour l'installation, la mise à disposition et l'utilisation des systèmes CAD (Computer Aided Dispatching) A.S.T.R.I.D. et du centre d'opérations national y associé;

Considérant l'arrêté royal du 8 avril 2003 établissant le deuxième contrat de gestion de la SA A.S.T.R.I.D.;

Considérant que, conformément à l'article 3 de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité, la SA de droit public A.S.T.R.I.D. a pour objet la constitution, l'exploitation, l'entretien, les adaptations et élargissements évolutifs d'un réseau de radiocommunications pour la transmission de voix et de données au bénéfice des services belges de secours et de sécurité, de la Sûreté de l'Etat et d'institutions, sociétés ou associations, de droit public ou privé, qui fournissent des services dans le domaine des secours et de la sécurité;

Que l'article 7 du deuxième contrat de gestion de la SA A.S.T.R.I.D. établi par l'arrêté royal du 8 avril 2003 désigne comme première catégorie d'utilisateurs :

- 1° les services de police;
- 2° les services d'incendie;
- 3° la protection civile;
- 4° la sûreté de l'Etat;
- 5° la douane;
- 6° les centres du système uniforme d'appel pour les services d'aide médicale d'urgence;
- 7° les parquets;
- 8° les services de protection de la jeunesse;
- 9° les services de l'administration pénitentiaire chargés de la surveillance et du transport de détenus;
- 10° le service des étrangers chargé de la surveillance et du transfert d'illégaux;
- 11° les services de la défense nationale dans le cadre de leurs missions d'appui aux autorités administratives;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2011 — 3092

[C - 2011/00731]

20 OKTOBER 2011. — Ministerieel besluit betreffende de procedure van veiligheidsverificatie voor alle personeelsleden van de NV van publiek recht A.S.T.R.I.D. en van haar onderaannemers

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, artikelen 22quinquies en 22sexies;

Gelet op de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1998 tot vaststelling van de statuten van de NV A.S.T.R.I.D.;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 2002 betreffende de organisatie van de gecentraliseerde dispatchingcentra en van het nationaal invalspunt;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 2002 houdende de bepaling van de inplaatsstelling, de terbeschikkingstelling en het gebruik van de A.S.T.R.I.D. (Computer Aided Dispatching) CAD-Systemen en het bijbehorend Nationaal Operatiecentrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 2003 tot vaststelling van het tweede beheerscontract van de NV A.S.T.R.I.D.;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, het doel van de NV van publiek recht A.S.T.R.I.D. bestaat uit de totstandbrenging, de exploitatie, het onderhoud en de evolutieve aanpassingen en uitbreidingen van een radiocommunicatienetwerk voor spraak- en dataverkeer ten behoeve van de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten, van de Veiligheid van de Staat en van instellingen, vennootschappen of verenigingen, van publiek of privaatrecht, die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid;

Dat artikel 7 van het tweede beheerscontract van de NV A.S.T.R.I.D., vastgesteld door het koninklijk besluit van 8 april 2003, aanwijst als eerste categorie gebruikers :

- 1° de politiediensten;
- 2° de brandweerdiensten;
- 3° de civiele bescherming;
- 4° de veiligheid van de Staat;
- 5° de douane;
- 6° de centra van het eenvormig oproepstelsel voor dringende geneeskundige hulpverlening;
- 7° de parketten;
- 8° de dienst jeugdbescherming;
- 9° de diensten van het gevangeniswezen belast met de bewaking en het transport van gedetineerden;
- 10° de dienst vreemdelingenzaken belast met de bewaking en de overbrenging van illegalen;
- 11° de diensten van landsverdediging binnen hun steunopdrachten ten behoeve van de administratieve overheden;